

JEUNESSE, ESPACE PUBLIC ET PARTICIPATION CITOYENNE AU SÉNÉGAL

INTRODUCTION

Au Sénégal, la participation citoyenne est un pilier fondamental de la gouvernance démocratique. Elle englobe l'implication des citoyens et particulièrement des jeunes dans l'influence des décisions politiques, le contrôle citoyen, et l'engagement au sein de la vie associative, politique et communautaire.

Depuis la période pré-indépendance, la jeunesse sénégalaise occupe une place importante dans l'espace public : force de mobilisation, moteur des transitions politiques, et actrice clé de la transformation sociale et des dynamiques démocratiques.

Ce travail retrace l'évolution de cette participation, analyse ses manifestations actuelles, et valorise l'engagement du WANEP Sénégal dans la nécessité de former des jeunes aux valeurs citoyennes.



I. HISTORIQUE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE DES JEUNES AU SÉNÉGAL

L'histoire politique et sociale du Sénégal montre clairement que la jeunesse a toujours été au cœur de la participation citoyenne, tant dans les moments d'espoir que dans les périodes de crise. Bien avant l'indépendance, les jeunes se positionnent comme des acteurs incontournables de la transformation nationale. Dès 1958, à l'occasion du référendum du 28 septembre 1958 sur la Communauté française, les mouvements de jeunesse, les organisations estudiantines africaines et les premiers syndicats jouent un rôle décisif dans l'affirmation des aspirations à l'autonomie.

De Gaulle a été accueilli par des jeunes « porteurs de pancarte » réclamant l'indépendance immédiate du Sénégal alors que ce dernier voulait son maintien dans la Communauté française. Leur engagement annonce déjà une dynamique où les jeunes deviennent des forces d'influence majeures dans la formulation des choix politiques.

Cette participation se renforce après l'indépendance, notamment avec le mouvement historique de 1968, porté par les étudiants de l'Université de Dakar.

Cette mobilisation, inspirée des contestations globales de la même année, constitue la première grande rupture entre la jeunesse intellectuelle et les autorités postcoloniales. Elle marque profondément la mémoire nationale : les étudiants, rejoints par des enseignants et des travailleurs, questionnent les orientations économiques et sociales du pays et installent durablement la jeunesse comme un contre-pouvoir citoyen stratégique.



La décennie 1980, marquée par des tensions économiques et sociales, voit émerger une jeunesse encore plus consciente de ses responsabilités civiques. Cette dynamique culmine avec la crise post-électorale de 1988, au cours de laquelle les jeunes, notamment dans les centres urbains, contestent les résultats du scrutin. Cette période de tension et de répression a profondément structuré la relation entre jeunesse et pouvoir, renforçant l'idée que les jeunes constituent un baromètre du climat politique national. La fin du XXe siècle et les années 2000 confirment ce rôle central. En 2000, l'alternance politique qui porte Abdoulaye Wade au pouvoir repose largement sur les attentes et les mobilisations de la jeunesse, en quête de renouveau et d'ouverture.

Rappelons que la forte mobilisation des jeunes en faveur de la première alternance fait suite, en partie, à la revue en baisse de l'âge de la majorité électorale (de 21 à 18 ans).

Entre 2011 et 2012, avec l'émergence du mouvement *Y'en a Marre*, la participation citoyenne des jeunes se réinvente. Artistes, activistes, étudiants et jeunes professionnels catalysent une mobilisation massive contre le projet de troisième mandat d'Abdoulaye Wade. Ils redéfinissent la citoyenneté autour de la vigilance, de la responsabilité et de l'exigence démocratique, et jouent un rôle déterminant dans l'alternance de 2012.

Plus récemment, entre 2021 et 2024, le Sénégal a traversé une crise politique d'une ampleur inédite. Les jeunes se retrouvent une fois de plus en première ligne, dans les manifestations, les espaces numériques et les débats publics. Leur mobilisation repose sur un désir renouvelé de justice sociale, de transparence institutionnelle et de souveraineté politique. Cette période, marquée par des affrontements, des répressions mais aussi par une créativité militante exceptionnelle, se conclut par une alternance historique en 2024. L'élection du Président Bassirou Diomaye Faye est largement portée par la jeunesse, qui réaffirme ainsi son rôle de force politique structurante.

De 1958 à 2024, une constante se dégage : les jeunes n'ont jamais été de simples spectateurs. Ils ont toujours exercé un pouvoir social, politique et citoyen déterminant. Leur engagement continu, sous des formes variées : manifestations, mobilisation numérique, mouvements sociaux, activisme artistique, participation aux élections, fait d'eux les véritables architectes des grandes transitions du Sénégal contemporain.

II. CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

La Constitution du Sénégal garantit la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques (Article 102).

Le Code Général des Collectivités Territoriales (Article 6) renforce cette participation, permettant à tout citoyen ou organisation de formuler des propositions au maire ou au président de conseil départemental.

Mais la participation n'est pas qu'un droit : elle repose aussi sur un ensemble de valeurs morales, de notions d'éthique, de responsabilité sociale, et d'un sentiment d'appartenance à la collectivité.

III. ESPACE PUBLIC ET INITIATIVES CITOYENNES

Au Sénégal, l'espace public, physique ou numérique constitue un lieu d'expression démocratique, de revendication, de production d'opinions et de mobilisation collective.

Exemples clés :

- Set-sétal : initiatives citoyennes de propreté et d'action communautaire.
- Associations sociales : aide aux personnes vulnérables, des actions de solidarité comme l'aide aux sinistrés, activités bénévoles, des initiatives de sensibilisation et de plaidoyer sur des thématiques telles que les mariages précoces etc.
- Engagement politique : vote, prévention de la violence électorale, mobilisation pacifique.

WANEP Sénégal joue un rôle essentiel dans :

- ✓ la promotion de la paix ;
- ✓ la prévention des conflits ;
- ✓ la formation citoyenne ;
- ✓ l'implication des jeunes dans les processus de gouvernance ;
- ✓ la réduction de la violence électorale.



Le projet EMAM-J de WANEP Sénégal est l'un des meilleurs exemples : monitoring des discours haineux, formation de jeunes leaders, utilisation du digital, mobilisation communautaire.

WANEP Sénégal participe également à :

- Promotion de l'agenda *Jeunesse, Paix et Sécurité* ;
- l'élaboration du *PAN JPS du Sénégal (Plan d'action national)* ;
- L'éducation à la paix et à la non-violence via le programme JPS de WANEP Sénégal



« ELECTORAL MONITORING, ANALYSIS AND MITIGATION - JEUNE (E-MAM-J)
PAR LES OUTILS CIVIC TECH »

**ATELIER DE REFLEXION SUR LES DISCOURS DANGEREUX OU HAINEUX
ET VALIDATION DES INDICATEURS.**

Dakar, **06 Juillet 2022** à la « Villa Rosa » H37 Patte d'Oie Builders

Les 8 et 9 décembre 2025, WANEP Sénégal a eu à organiser un dialogue multi acteurs sur l'engagement citoyen des jeunes dans les initiatives locales ou nationales à l'Hôtel Fleur de Lys Plateau. L'objectif principal de l'atelier est de promouvoir un cadre de dialogue structuré et inclusif entre les organisations de jeunesse, les experts, les acteurs politiques et les institutions publiques afin de renforcer la cohésion sociale et la participation active, constructive et durable des jeunes aux initiatives nationales ou locales au Sénégal.



IV. DÉFIS ET PERSPECTIVES

Défis persistants

Toutefois au Sénégal, la participation citoyenne, pilier essentiel de la démocratie et du développement inclusif, demeure parfois confrontée à de nombreux défis :

- Manque d'inclusion dans les instances décisionnelles ;
- Insuffisance de formation civique ;
- Déficit de confiance entre jeunesse et élite politique ;
- Inégalités économiques freinant l'engagement.



Perspectives

WANEP Sénégal cherche toujours à :

- Renforcer l'éducation citoyenne dès l'école primaire ;
- Impliquer systématiquement les jeunes dans les politiques publiques ;
- Développer davantage les Civic tech ;
- Soutenir les organisations de jeunes comme partenaires stratégiques.



CONCLUSION GÉNÉRALE

Depuis plus de 60 ans, la jeunesse sénégalaise est au cœur des transformations politiques, sociales et citoyennes du pays. Elle a porté les crises, impulsé les alternances, structuré les mouvements sociaux et défendu la démocratie. Aujourd'hui, plus que jamais, la jeunesse est le véritable moteur du Sénégal. Dans ce contexte, l'action de WANEP Sénégal demeure essentielle pour accompagner cette énergie citoyenne, prévenir les conflits et renforcer une participation active, responsable et pacifique.